



*Coordination
Nationale de la
Réintégration*



MEMORANDUM D'ENTENTE

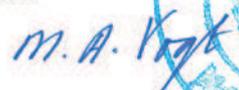
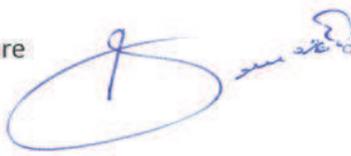
Du projet conjoint PAM – Coordination Nationale de Réintégration – BINUCA

« Assistance Alimentaire aux Démobilisés dans le cadre du Programme de Réinsertion et Réintégration »

Juillet 2012

1. DENTIFICATION DU PROJET CONJOINT

Pays	REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Projet	Projet conjoint BINUCA-PAM-Coordination Nationale
Intitulé du projet	Appui Alimentaire aux processus de Réinsertion et Réintégration – phase 1
Groupe cible	Ex-combattants démobilisés
Domaine d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> • Activités agro-pastorales • Activités d'aménagements d'infrastructures rurales (HIMO) • Formation
Activités	<ol style="list-style-type: none"> 1. Appui aux activités agricoles (ou de protection des semences). 2. Appui à la construction/réhabilitation des infrastructures communautaires (vivres –contre-travail). 3. Appui à la formation aux petits métiers (vivres-pour-formation).
Zones d'intervention	Préfectures Ouham et Ouham Pendé / Sous-préfectures Paoua, Bocaranga, Ngaoundaye, Nangha-Boguila et Markounda
Nombre de bénéficiaires total du projet conjoint	4.796 démobilisés
Période du projet	1 ^{er} Juillet au 31 Décembre 2012 (6 mois)
Coordonnées des responsables du projet conjoint	<p>Madame Margaret VOGT, Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies BINUCA, Avenue Boganda Bangui – RCA</p> <p>M. Housainou TAAL, Représentant PAM en RCA, PAM, Rue de l'Université B.P. 1048, Bangui – RCA</p> <p>M. Jean-Jacques DEMAFOUTH Coordonnateur National de Réintégration, Avenue Boganda Immeuble MAMICA, PK4, Bangui - RCA Bangui – RCA</p>
Budget total du projet conjoint :	3.984.131 dollars des E.U.

<p>S.E. Mme. Margaret VOGT, Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies.</p> <p>Signature </p> <p>Date & sceau </p>	<p>M. Housainou TAAL, Représentant Résident du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies.</p> <p>Signature </p> <p>Date & sceau</p>
<p>Ministère de tutelle</p>	<p>Structure bénéficiaire</p>
<p>Général Xavier Sylvestre YANGONGO Ministère délégué à la Présidence de la République chargé du DDR et de la JPN.</p> <p>Signature </p> <p>Date & sceau</p>	<p>M. Jean-Jacques DEMAFOUTH Coordonnateur National de la Réintégration.</p> <p>Signature </p> <p>Date & sceau</p>
<p>Observateur</p>	
<p>Anne-Marie Cluckers Directrice Pays du Bureau du PNUD-Bangui République Centrafricaine.</p> <p>Signature </p> <p>Date & sceau </p>	

2. CONTEXTE GENERAL DU PAYS

2.1. Situation générale

La République centrafricaine est un vaste pays enclavé (623 000 km²) faiblement peuplé (4,4 millions d'habitants). Près de 43 pour cent de la population à moins de 15 ans et le produit intérieur brut (PIB) par habitant était de 707 dollars en 2011¹. À cette date, 62 pour cent de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté avec d'importantes disparités entre zones urbaines (50 pour cent) et milieu rural (70 pour cent). Contrairement à l'évolution observée au Soudan et au Tchad, pays voisins, l'indicateur du développement humain de la République Centrafricaine est en baisse depuis plusieurs décennies. Selon le classement des Nations Unies basé sur cet indicateur, la République Centrafricaine se situe actuellement au 179^{ème} rang sur 182 pays.²

Le principal frein au développement du pays est l'instabilité socio-économique liée à des coups d'État et à des conflits armés récurrents qui sévissent depuis les années 1990 qui ont eu des conséquences graves sur tous les secteurs du pays. Malgré un Dialogue National en septembre 2003 regroupant l'ensemble des parties politiques et groupements de la Société civile en vue de déterminer les orientations et d'asseoir les bases d'institutions politiques, économiques et sociales fortes, des groupes d'opposition politique armés ont vu le jour vers la fin de l'année 2006. Les plus importants sont : L'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) ; Le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) ; L'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) ; Le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ) ; L'Union des Forces Républicaines (UFR) ; La Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP).

De nombreux accords ont été signés entre le Gouvernement Centrafricain (GovRCA) et ces mouvements politico-militaires en 2007 et 2008. Mais c'est l'Accord Politique Globale de Libreville (APGL) signé le 21 juin 2008, suivi de la mise en place d'un Comité de Suivi, qui constitue le principal catalyseur ayant abouti à l'adoption du « Document Cadre sur le lancement du processus DDR en République Centrafricaine.

Depuis, la signature de cet Accord, des efforts considérables ont été consentis avec entre autre le lancement le 25 juin 2011 du processus Désarmement et de Démobilisation sous l'impulsion du Gouvernement Centrafricain appuyé en cela par la Communauté Internationale. Les opérations se sont déroulées avec l'appui technique du PNUD et des responsables politico-militaires. Au terme de trois mois d'activités, 4796 ex-combattants ont été démobilisés et 3558 Armes collectées. Ce désarmement n'a concerné qu'une partie de l'APRD dans le Nord-ouest. En mai 2012, le gouvernement centrafricain et le PNUD ont réalisé le désarmement complet des ex-combattants de l'APRD, de l'UFR et d'une partie FDPC dans la zone Centre Nord. A la

¹ *African Human Development report, UNDP, 2012*

suite de ces opérations, les responsables de l'APRD et de l'UFR ont respectivement proclamé la dissolution officielle de leurs mouvements. Il reste encore tous les ex-combattants des autres mouvements : MLCJ, UFDR et la CPJP qui est en voie de rejoindre le processus. Bien que le ratio d'arme de guerre reste encore faible, l'accélération du processus de désarmement en Centrafrique témoigne de l'émergence d'une dynamique nouvelle, d'une volonté de s'engager dans le processus de paix. Cet engagement est réaffirmé dans la déclaration du Secrétaire Général des Nations Unies qui engage les Nations Unies à assister le Gouvernement Centrafricain pour la mise en œuvre d'un processus DDR réussi.

A cet égard, le défi pour la Communauté Internationale s'agissant du processus DDR et de ses tendances actuelles porte sur sa capacité opérationnelle à soutenir le processus de Réinsertion et de Réintégration socio-économique des démobilisés et des communautés d'accueil à travers la mise en œuvre de projets de Réinsertion/Réintégration et de Réhabilitation communautaire à court terme.

Alors que le processus Désarmement (D1) et Démobilisation (D2) s'est achevé de manière satisfaisante dans le Nord-Ouest et le Centre-Nord, le processus d'appropriation nationale du DDR s'intensifie avec la création de la Coordination Nationale pour la Réintégration, et que les ressources financières ne sont pas disponibles actuellement pour le programme de Réintégration des démobilisés dans leur ensemble, une assistance technique d'urgence est nécessaire afin de renforcer les capacités nationales pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de Réintégration des démobilisés et pour l'appui au présent projet de Réinsertion.

Le projet de Réinsertion/Réintégration souligne aussi la nécessité d'harmoniser et de coordonner avec les autres initiatives en cours avec d'autres bailleurs de fonds en établissant sous la présidence de la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en République Centrafricaine, un Groupe de travail sur la Réinsertion/Réintégration, comme cadre de concertation et d'échange en vue de consolider les acquis des opérations de Désarmement et de Démobilisation en cours.

L'assistance technique auprès de la Coordination Nationale de Réintégration revêt une importance capitale et urgente afin de mitiger les risques de résurgence du mécontentement des ex combattants officiellement démobilisés pouvant mettre en péril les progrès accomplis récemment en matière de consolidation de la paix, y compris par l'entremise des multiples négociations et de la recherche constante d'un consensus entre toutes les parties prenantes du processus DDR.

Alors que la Stratégie Nationale de Réintégration des Démobilisés des Mouvements Politico-militaires signataires de l'APGL prévoit un budget total de 19,502,944 \$US pour sa mise en œuvre, un inventaire - finalisé en juillet 2011 à la demande du Comité de pilotage DDR - des ressources financières disponibles actuellement pour la réinsertion et la réintégration des démobilisés démontre une absence de financement disponible auprès de la communauté internationale pour la réinsertion et réintégration individuelle des démobilisés.

Le financement supplémentaire sollicité auprès du Fonds de Consolidation de la Paix a un effet catalytique certain pour la pleine réalisation du processus d'appropriation nationale du processus DDR, sur le processus de consolidation de la paix en permettant la mobilisation de ressources additionnelles de la part du Gouvernement de la République Centrafricaine et de la communauté internationale, afin d'assurer une réintégration durable des démobilisés et un relèvement significatif des communautés d'origine des démobilisés dans le Nord ouest et le Nord est du pays.

2.2. Situation du processus Désarmement, démobilisation et réintégration

Suite à la signature de l'APGL, le lancement officiel, le 13 août 2009, du processus DDR qui avait pour objectif de désarmer, démobiliser et réintégrer initialement quelques 7,720 ex-combattants, le lancement de la phase préparatoire du processus a permis de conduire les principales étapes suivantes entre février 2009 et juin 2011.

- Mise en place du Comité de Pilotage DDR, le 3 février 2009 ;
- Vaste campagne de sensibilisation sur le processus DDR menée dans le nord-ouest et le nord-est du pays par le Gouvernement du 13 août – 13 septembre 2009 ;
- Arrivée à Bangui des Observateurs Militaires de la MICOPAX chargés de mener les opérations de vérification des ex-combattants sur le terrain, le 16 décembre 2009 ;
- Etude socio-économique de 2010 pour l'identification des ex-combattants ;
- Création d'un Ministère du DDR en avril 2010;
- Vérification de 6,030 ex-combattants de l'APRD et de 121 ex-combattants de l'UFR du 19 août au 17 septembre 2010 ;
- Départ des Observateurs Militaires de la MICOPAX, le 10 juin 2011 ;
- Approbation de la Stratégie Nationale de Réintégration des ex combattants le 8 juillet 2011, suivie par la désignation d'un Coordonnateur National pour la Réintégration

La phase de désarmement et de démobilisation lancée officiellement le 25 juin 2011, devint opérationnelle du 13 juillet 2011 au 11 septembre 2011 dans le nord-ouest : 4,796 ex-combattants de l'APRD, dont 350 femmes, furent désarmés et démobilisés et 3,521 armes furent collectées. Parmi les anciens combattants démobilisés, 106 ont été enrôlés dans les FACA, et 62 ont rejoint les JPN pour une formation qualifiante.

En raison de la situation sécuritaire - due à la présence des éléments du FPR de Baba Laddé constituait une réelle menace pour le processus - et de la situation financière défavorable - entraînant la rupture des kits complémentaires du côté du GoRCA, le désarmement et la démobilisation du reliquat des anciens combattants de l'APRD et des de ceux de l'UFR vérifiés ainsi que de ceux du FDPC non encore vérifiés dans le centre-nord du pays n'ont pu être réalisés comme prévu avant la fin de l'année 2011. Ce désarmement a repris du 05 au 19 mai 2012 et abouti au désarmement total de l'APRD, de l'UFR et du FDPC, soit au total 1.551 démobilisés :

Toutefois, la dynamique insufflée par la relance du DDR vise à maintenir et à favoriser l'engagement de plusieurs mouvements politico-militaires dans la voie d'un dialogue soutenu

avec le Gouvernement, appuyé en cela par la communauté internationale. Ces efforts de rapprochement vont déboucher, le 12 juin 2011, sur la signature d'un premier accord de cessez-le-feu entre la CPJP, mouvement non signataire de l'Accord Global de Libreville, et le Gouvernement. Au terme de cet Accord, la CPJP s'engage non seulement à adhérer à l'Accord Global de Libreville mais aussi, à aller au cantonnement de ses forces en vue du désarmement et de la démobilisation et la réintégration.

Cet Accord sera suivi, le 8 octobre 2011, d'un Accord tripartite incluant l'UFDR, la CPJP et le Gouvernement centrafricain. Une « Caravane de la Paix » sera organisée suite à ce dernier Accord, avec l'appui des Nations Unies, pour sceller la réconciliation, tant entre les forces qu'entre les communautés. Cette initiative va engendrer une forte implication des autorités nationales et contribuer à raviver véritablement l'engagement de la CPJP et de l'UFDR à la réconciliation et au DDR.

La méfiance entre les deux mouvements et leurs communautés respectives s'estompe progressivement au profit d'une certaine cohésion au sein des communautés.

Des opérations de dépôts volontaires d'armes entre les mains des Forces Armées centrafricaines sont depuis lors enregistrées de la part d'éléments issus des mouvements tels que l'UFDR et le FDPC, témoignant ainsi d'un certain dépit des démobilisés et d'une impatience grandissante de la part de ces mouvements qui réaffirment sans cesse leur volonté d'aller au plus vite et sans condition au DDR.

Malgré l'arrestation inattendue du président de l'APRD, 1^{er} Vice-président du Comité de Pilotage et de 3 responsables politico-militaire appartenant à l'UFDR, ces mouvements ont de nouveau réaffirmé leur engagement à aller au DDR en vue d'une réintégration des démobilisés à la vie civile.

Grâce au Fonds de Consolidation de la paix des Nations Unies, un financement initial a été obtenu pour démarrer la réinsertion des démobilisés dans la région du nord-ouest. Cette contribution, bien que limitée, devrait permettre de consolider les acquis des opérations de D1 et D2 et de renforcer la cohésion sociale au sein des communautés d'accueil des ex-combattants.

Les actions coordonnées des forces armées centrafricaines et des autres acteurs internationaux contre la LRA et le FPR de Baba Laddé ainsi que l'engagement sans équivoque de l'UFDR et de la CPJP d'aller au DDR, sont autant de facteurs qui concourent à l'établissement d'une dynamique générale favorable au désarmement à la démobilisation et à la réinsertion des ex-combattants.

L'impatience grandissante des mouvements politico-militaires et des démobilisés pour le DDR mérite une attention particulière de la part des amis de la RCA.

2.3. Caractéristiques de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le pays

En République centrafricaine, le secteur agricole a souffert de l'insécurité généralisée, conjuguée au manque d'axes commerciaux, d'infrastructures, d'outils et de savoir-faire. Le secteur se caractérise par la prévalence de l'agriculture de subsistance, mais seulement 4 pour

Mémoire d'entente PAM/Coordination Nationale/BINUCA

cent des superficies arables sont cultivés chaque année. Ces 30 dernières années, la croissance démographique a progressé plus rapidement que la production agricole. Les agriculteurs n'ont pas été en mesure d'intensifier leur production faute de savoir-faire et d'outils, situation qui rend l'accroissement des rendements extrêmement problématique. Les principales zones agricoles dans le nord et le centre du pays ont également enregistré des précipitations irrégulières qui compromettent les récoltes de la campagne 2009-2010.

En juin 2009, une analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (AGVSAN) a été conduite par le PAM en collaboration étroite avec les homologues du gouvernement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et plusieurs organisations non gouvernementales (ONG).³ Les résultats montrent que 30 pour cent de la population (1,22 million de personnes) sont en situation d'insécurité alimentaire sévère ou modérée. Les ménages les plus fortement touchés sont ceux qui vivent dans les zones les plus affectées par les conflits et la violence: Ouham Pende (65 pour cent), Nana Gribizi (62 pour cent) et Ouham (42 pour cent). Les catégories socioprofessionnelles les plus exposées à l'insécurité alimentaire sont les agriculteurs dans le nord qui ont fui les zones de conflit et vivent de la chasse et de la cueillette, ainsi que les agriculteurs résidant dans le nord-ouest et le centre (10 et 45 pour cent de la population respectivement). Les autres groupes vulnérables comprennent notamment les pêcheurs-agriculteurs concentrés dans le sud et les ouvriers journaliers en zone urbaine.

La sécurité alimentaire des ménages dans le nord et le centre reste affectée par le coût élevé des denrées alimentaires. Selon le ministère du plan, qui conduit régulièrement des enquêtes de suivi des prix, les prix moyens de 58 produits alimentaires parmi les plus consommés en République centrafricaine ont augmenté de 8 pour cent entre juillet 2008 et juillet 2009. Les dépenses alimentaires des ménages en situation d'insécurité alimentaire absorbent 75 pour cent de leurs revenus et le marché constitue la principale source des aliments consommés, même pour les agriculteurs. La hausse moyenne annuelle des prix à la consommation était de 9 pour cent en 2008 et de 10 pour cent en juin 2009.⁴

La capacité du gouvernement à assurer la prise en charge sanitaire des populations est réduite. Les épidémies (rougeole, méningite, fièvre jaune, poliomyélite, etc.) sont courantes dans la plupart des zones touchées par les conflits. Les conditions sanitaires et environnementales sont si précaires qu'elles favorisent l'émergence de maladies diarrhéiques, surtout dans les zones de conflit.⁵ Les taux de mortalité maternelle ont augmenté, passant de 83 pour 100.000 en 1968 à 1.355 pour 100.000 en 2003. Les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans infantile (179 pour 1000 naissances vivantes) et de mortalité infantile (116 pour 1 000) sont également extrêmement élevés.⁶

³ PAM/ ICASEES Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition en République centrafricaine (AGVSAN-RCA), 2009.

⁴ FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2009.

⁵ Note d'information n° 19/09 du 21 juillet 2008 du groupe santé-nutrition en République Centrafricaine.

⁶ Enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS), 2010.

Les régimes alimentaires inappropriés et la maladie tendent à aggraver la malnutrition. Selon l'enquête en grappes à indicateurs multiples conduite en 2006,⁷ la prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans atteignait les taux les plus élevés à Bamingui Bangoran (16 pour cent), Ouham Pende (13.9 pour cent), Nana Gribizi et Haute Kotto (11 pour cent). Les récentes enquêtes menées conjointement par le gouvernement, des agences des Nations Unies et des ONG ont confirmé que la malnutrition dans les zones du nord-est affectées par les conflits, avait atteint le stade « sévère » (d'après les seuils établis par l'Organisation mondiale de la santé). Les résultats de l'AGVSAN de 2009 montrent aussi que 11 pour cent des femmes en âge de procréer dans les régions du nord-est souffrent de malnutrition aiguë.⁸

Avec un taux de prévalence du VIH de 4,9 pour cent (7,8 pour cent chez les femmes) au niveau national, la République centrafricaine est le pays le plus touché de la sous-région de l'Afrique centrale et de l'Ouest.⁹ Quatre des sept préfectures ciblées dans le cadre de la présente intervention sont parmi celles qui enregistrent la prévalence la plus élevée du VIH.¹⁰ La persistance des violences et les mauvaises conditions de vie des personnes déplacées ont désorganisé les réseaux familiaux et sociaux ainsi que les services de santé, et ont intensifié les violences faites aux femmes et aux filles¹¹, augmentant la vulnérabilité à l'infection par le VIH. Une enquête sur la sécurité alimentaire, conduite en 2007 par l'UNICEF et le PAM, a montré que les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) devenaient de plus en plus vulnérables à mesure qu'elles arrêtaient de travailler (54 pour cent) ou travaillaient moins (33 pour cent). Au moment où leurs revenus baissent, ces personnes doivent aussi faire face à une augmentation des dépenses de santé. Au moins 24 pour cent des PVVIH sont en situation d'insécurité alimentaire modérée, tandis que 7 pour cent sont exposés à la forme avancée d'insécurité alimentaire.¹²

3. BUT DU PROGRAMME CONJOINT

Le projet conjoint vise à apporter une assistance aux démobilisés, aux membres de leurs familles ainsi qu'à leurs communautés d'accueil dans le cadre du processus de désarmement, de démobilisation et réintégration (DDR) mise en œuvre par le Gouvernement Centrafricain et ses partenaires.

3.1. Objectif de l'assistance du BINUCA

L'objectif visé par le BINUCA à travers la Coordination Nationale de Réintégration est de :

⁷ Dernière enquête fournissant des données nutritionnelles détaillées.

⁸ Dépistage basé sur la mesure du périmètre brachial.

⁹ Enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS), 2010.

¹⁰ Haut Mbomou (13,6%), Bamingui Bangoran (10,7%), Nana Gribizi (8,4%), Haute Kotto (7,4%).

¹¹ Columbia University / UNICEF: Violations graves des droits de l'enfant et mortalité en République Centrafricaine, Août 2009.

¹² PAM, UNICEF: Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence des ménages ruraux du nord, des personnes vivant avec le VIH/sida et des réfugiés soudanais, septembre/octobre 2007.

Favoriser la mise en place d'un environnement où les Démobilisés sont au fur et à mesure « Désarmés, Démobilisés et Réinsérés/Réintégrés » dans le tissu socio-économique.

Cette assistance en matière de réinsertion contribuera à atteindre les objectifs spécifiques suivants:

- Offrir aux Démobilisés une alternative génératrice de revenus susceptible de leur permettre de subvenir à leurs besoins immédiats ainsi qu'à ceux de leur famille respective;
- Anticiper le risque de dégradation sécuritaire lié à l'absence de perspectives de réintégration, à travers des interventions ciblées notamment dans les zones à haut risque;
- Renforcer les capacités des Démobilisés par une formation civique et professionnelle, en vue de faciliter leur réintégration sociale et économique;
- Contribuer au relèvement communautaire à travers, des projets communautaires à haute intensité de main d'œuvre;

3.2. Objectif de l'assistance du PAM

Le but de l'assistance du PAM est de permettre de couvrir les besoins alimentaires de base des démobilisés, les maintenir dans le processus DDR et les motiver à participer aux activités génératrices de revenus, afin de rétablir leurs moyens de subsistance et de contribuer ainsi à leur réinsertion dans les communautés en leur permettant d'être autonomes.

Cette assistance est la contribution du PAM pour accompagner le processus DDR dans la recherche d'une paix durable.

3.3. Résultats attendus du projet conjoint

- Les activités agricoles, les formations professionnelles et les autres activités communautaires génératrices de revenus sont réalisées par les ex-combattants à travers les projets de réinsertion mis à leur disposition ;
- Les besoins alimentaires des démobilisés sont assurés pendant le développement des projets de réinsertion (activités agro-pastorales et génératrices de revenus).
- 100 % des démobilisés sont couverts par le programme dans les zones ciblées;
- Environ 80 % des démobilisés impliqués dans les activités agricoles reçoivent des rations alimentaires pendant la période des activités agricoles;
- Environ 10 % des démobilisés participant aux activités de création d'actifs communautaires reçoivent des rations alimentaires incitatives pendant la période des travaux vivres-contre-travail (HIMO);
- Environ 10 % des démobilisés participant aux activités de formation aux petits métiers et commerce reçoivent des rations alimentaires individuelles pendant la durée des formations.

4. CIBLAGE GEOGRAPHIQUE DES ZONES D'INTERVENTION

La phase 1 du projet de Réinsertion/Réintégration couvre les Préfectures de l'Ouham et l'Ouham-Pendé précisément dans les Sous-préfectures de : Paoua, Nangha-Boguila, Markounda, Ngaoundaye et Bocaranga.

5. DESCRIPTION DES DIFFERENTS TYPES D'ACTIVITES

5.1. Description générale des activités du processus DDR

Le processus DDR consiste à conduire les opérations de désarmement, de démobilisation et de réinsertion/réintégration. Le présent projet vise en particulier le volet réinsertion qui consiste à conduire les activités ci-après:

- Formation pratique et théorique des groupements en fonction des secteurs d'activités choisis ;
- Installation d'activités fonctionnelles selon les choix exprimés par les bénéficiaires ;
- Construction ou réhabilitation des infrastructures d'intérêt communautaires dans les localités d'accueil ;
- Assurer l'encadrement des bénéficiaires, la mise en œuvre et le suivi/évaluation des activités.

5.2. Description des activités menées avec la contribution du PAM

L'assistance alimentaire du PAM vise à fournir des rations alimentaires et incitatives aux démobilisés, bénéficiaires du programme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR). Le programme DDR cible les éléments appartenant aux Mouvements Politico-militaires, signataires de différents accords de paix en RCA. L'intention du programme est de permettre aux ex-combattants l'accès au statut civil et aux emplois ou aux activités génératrices de revenus, à travers le processus de la réintégration dans les zones affectées par le cycle de la violence et les conflits armés. Ce processus de la réintégration est à long terme, dans l'environnement communautaire de réinstallation des démobilisés et nécessite d'abord une période de réinsertion et de mesures intérimaires de stabilisation pour occuper les démobilisés pendant que les projets durables seront identifiés à travers les résultats de l'étude socioéconomique.

Au cours de la phase de réinsertion des démobilisés, des activités agricoles seront mises en œuvre pour faciliter la réinsertion des démobilisés qui auront opté pour les activités agricoles, estimés 3.826 personnes soit 80% du total des bénéficiaires au processus DDR, soit 15.304 bénéficiaires indirects.

Pendant la période de formation professionnelle et de développement d'activités génératrices de revenus, les démobilisés bénéficiaires du projet ne pourront disposer des ressources

Mémoire d'entente PAM/Coordination Nationale/BINUCA

nécessaires pour leur prise en charge alimentaire. Le PAM, avec son expérience et ses compétences dans ce domaine, apportera une assistance alimentaire aux démobilisés qui seront engagés dans les activités de formation (vivres pour la formation). Les démobilisés qui seront engagés dans les activités de formation aux petits métiers sont estimés à 485 personnes soit 10% du total des participants au processus DDR.

Au cours de la phase de réintégration des démobilisés, le PAM apportera également un appui alimentaire sous la forme de projet à haute intensité de main d'œuvre (vivres-contre-travail) pour appuyer la construction et la réhabilitation des infrastructures communautaires dans les zones d'accueil. Les populations hôtes et les démobilisés feront partie des participants. Au total, 485 participants sont prévus, soit 1.940 bénéficiaires au total.

Ce projet fait partie de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200315: « Assistance aux populations affectées par les conflits armés » qui vise à fournir des secours aux personnes touchées par le conflit et de contribuer au processus de consolidation de la paix par des mesures de redressement rapide.

Dans les pays touchés par la pauvreté et l'insécurité alimentaire, la satisfaction des besoins alimentaires de base est l'un des dividendes de la paix les plus essentiels. Plus de 30% de la population souffre d'insécurité alimentaire en RCA¹³. Bien que la faim et le manque de vivres pourraient facilement conduire à des bouleversements violents des ex-combattants, l'assistance alimentaire et logistique du PAM pourrait être un élément déclencheur puissant les motiver à participer aux activités productives et générateurs du revenu. L'assistance alimentaire permettra de soutenir la reprise des moyens de subsistance pendant le processus de DDR.

L'intervention du PAM durera six mois, de juillet à décembre 2012.

6. MECANISME DE COORDINATION ENTRE LES INTERVENANTS

En synergie avec l'engagement d'autres parties prenantes dans le processus de consolidation de la paix, notamment BINUCA, la Coopération Nationale, le PNUD et la Banque Mondiale, l'intervention du PAM portera l'effet catalytique sur 4.796 ex-combattants.

La Coopération Nationale assure la conduite des opérations de réinsertion conjointement avec le BINUCA et le PNUD par leur appui technique. Le PNUD est chargé de la gestion des fonds destinés au financement des microprojets de réinsertion. La Banque Mondiale met à la disposition du Programme, des experts en vue de renforcer le mécanisme de mise en œuvre du Programme.

La mise en œuvre des projets se fait à travers des partenaires d'exécution, notamment l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA) et la Jeunesse Pionnière Nationale (JPN) et

¹³ PAM RCA AGVSA Rapport 2009

d'autres ONGs identifiés par la Coordination Nationale, le BINUCA et le PAM dans les zones d'intervention.

7. MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME CONJOINT

7.1. Stratégie de mise en œuvre

Le PAM sera responsable de l'achat des vivres alimentaires et de la livraison aux ONG partenaires d'exécution identifiées pour la mise en œuvre des activités du Programme DDR, en collaboration avec les autres intervenants. Ces partenaires de coopération devront distribuer les vivres aux bénéficiaires en tenant compte des principes du PAM tels que mentionnés dans les accords (FLAs) qui seront signés.

Pendant la durée de 6 mois prévue pour la fourniture de l'assistance du PAM, les rations suivantes sont prévues:

- Une ration mensuelle familiale (de 22 jours par mois) destinée aux démobilisés qui auront opté pour les activités agricoles d'une durée de trois à six mois.
- Une ration mensuelle individuelle (de 22 jours par mois) destinée aux démobilisés qui auront opté pour les activités formation aux petits métiers et commerce d'une durée de trois à six mois.
- Une ration familiale aux participants aux activités de création d'actifs ou la construction et la réhabilitation des infrastructures communautaires. Ces activités seront ouvertes aux communautés d'accueil. Les activités de création d'actifs communautaires n'excéderont pas 120 jours.

Un tonnage de **161.9 mt** (comprenant de céréales, légumineuses, huile végétale et sel) de vivres par mois sera requis pour cette intervention soit une quantité totale d'environ **971.2 mt** de vivres pour les 6 mois, selon le détail ci-dessous:

7.2. Bénéficiaires

Activités	Démobilisés	Bénéficiaires
Activités agricoles	3.826	15.304
Réhabilitation des infrastructures communautaires (vivre-contre-travail)	485	1.940
Formation aux petits métiers et commerce	485	485

7.3. Rations

Ration journalière individuelle (g)						
Bénéficiaires	Durée	Céréales	Légumineuses	Huile Végétale	Sel	Total
4,796 démobilisés	180 jours (6 mois)	300	80	30	5	415

7.4. Quantités de vivres mis à disposition du projet conjoint

Quantité Total des Vivres nécessaire (mt):		
Type de Vivre	Par Mois	Grand Total (6 mois)
Céréales	117	702
Légumineuses	31,2	187,2
Huile Végétale	11,7	70,2
Sel iodé	2	11,7
Total	161,9	971,2

Le PAM va identifier un expert (consultant ou staff international du PAM en TDY) pour coordonner le démarrage des activités à Paoua pendant une période d'un mois (Mois de Juillet 2012). Le PAM et le BINUCA devront discuter des modalités de maintien d'UNV qui sera basé à Paoua pour coordonner les opérations de distribution de vivres. L'UNV sera recruté par le PAM avec l'appui du BINUCA.

Le VNU, lorsqu'il sera recruté, sera basé au Sous-bureau du PAM à Paoua et sera chargé de la gestion et le suivi global de ce projet en collaboration avec le BINUCA et les partenaires d'exécution dans la zone d'intervention. Ce volontaire sera financé par le budget du Programme DDR du BINUCA.

Un Food Aid Monitor (FAM) national sera également recruté pour renforcer la capacité de suivi sur le terrain. Ce FAM sera pris en charge par le budget du PAM.

Des protocoles d'accord tripartites (PAM-BINUCA-ONG) seront préparés et signés avec des ONG(s) partenaires de coopération (ACDA, JPN, etc.) pour assurer l'exécution des activités pour le PAM. Ces partenaires devront présenter des rapports de distribution mensuels, des rapports trimestriels et un rapport final (de fin du projet). En plus des rapports réguliers des partenaires et un suivi régulier, le UNV procédera à amener une évaluation de fin du projet pour mesurer les extrants / résultats, l'efficacité et l'efficacité, la pertinence et l'opportunité de la mise en œuvre du projet.

7.5. Arrangements de Gestion et de Coordination

- Livraison des vivres sera effectuée par le PAM en collaboration étroite avec les intervenants notamment les Comités Locaux de DDR (CLDDR), les représentants du BINUCA et de la Coordination Nationale et le responsable des partenaires d'exécution.
- Le PAM fournira l'appui logistique nécessaire pour la distribution.

Mémoire d'entente PAM/Coordination Nationale/BINUCA

- Le stockage et la surveillance des vivres seront la responsabilité conjointe du PAM et des partenaires d'exécution.
- La distribution sera mise en œuvre pendant six mois, en étroite coordination avec les partenaires et les agences des Nations Unies impliquées.
- Les distributions des denrées alimentaires se feront à travers les ONG. Des contrats de prestations de service tripartites (FLAs) seront élaborés pour matérialiser les responsabilités de chaque partie prenante.
- La situation sur le niveau de l'intégration des démobilisés dans les communautés et l'évolution de leurs besoins seront surveillés de près et une évaluation des parties prenantes sera effectuée au cours du dernier mois (novembre).
- Deux Post-Distribution Monitoring (PDM) seront effectués pendant la durée de l'intervention du PAM.
- Activités de sensibilisation sur le DDR seront menées dans la période de mise en œuvre avec l'appui des autres agences de système de Nations Unies, afin de renforcer la capacité du gouvernement et des acteurs humanitaires dans la consolidation de la paix en RCA.

7.6. Arrangements de mise en œuvre

- Le PAM dispose d'un sous-bureau dans la zone du projet. Un volontaire des Nations Unies et un agent de suivi (FAM) seront recrutés pour assurer la coordination de terrain, le suivi et la supervision des activités. Le Volontaire sera également chargé d'assurer la liaison avec les agences des Nations Unies et les autres intervenants impliqués dans le processus de DDR.

7.7. Sécurisation des sites d'enregistrement et de distribution

La sécurisation des sites d'enregistrement et de distribution de tous les intrants y compris des vivres sera assurée par la Mission de Consolidation de la Paix de l'Union Africaine et les autorités administratives locales.

8. SUIVI ET EVALUATION

- Dans le cadre de cette opération, le suivi sera mené conjointement par les partenaires (BINUCA, Coordination Nationale, Banque Mondiale, le PAM) et le Gouvernement Centrafricain à travers le Ministère du Plan et du DDR. Le VNU et le FAM qui seront basés au sous-bureau du PAM à Paoua seront associés à toutes les étapes du suivi. Les officiers en réintégration du BINUCA/Coordination Nationale prendront part au suivi en collaboration avec les partenaires d'exécution, les agents du PAM et ceux des autres intervenants.
- Il sera plus question de mesurer le niveau de créations d'actifs par les démobilisés réintégrés notamment dans le domaine agricole, communautaire et de la formation technique et professionnelle.
- Des fiches de collecte des résultats seront mises à la disposition des partenaires de mise en œuvre par l'Unité M&E du PAM.

Cadre Logique

Au niveau stratégique (IMPACT)

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables/Cibles	Moyens de vérification	Principales hypothèses
<p>Objectif global de consolidation de la paix :</p> <p>Une opération de désarmement et démobilisation pour les membres des groupes politico-militaires inscrits au programme, réussie, selon les standards internationaux et qui contribuera à consolider la paix en RCA.</p>	<p>Taux de réinsertion des démobilisés et leurs familles dans les communautés (plus de 70%).</p>	<p>Rapport d'évaluation à la fin du projet</p>	<p>Toutes les parties prenantes se conforment au processus DDR.</p>
<p>Objectifs immédiat 1 :</p> <p>Les démobilisés sont engagés dans des activités communautaires constructives; les communautés sont renforcées en capacités pour développer des solutions alternatives au conflit pour résoudre leurs différends ; l'activité politique locale est ravivée</p>	<p>Taux d'engagement des démobilisés dans des activités communautaires et génératrices de revenu (80%)</p>	<p>Rapports mensuels d'activité, rédigé par les partenaires de coopération</p>	<p>Il n'y a pas de recrudescence de l'insécurité pour empêcher l'accès aux zones ciblées et empêchant les communautés de mener les activités du projet prévu.</p>

<p>Résultats attendu 1:</p> <p>Les besoins alimentaires des démobilisés sont assurés pendant la période de développement d'activités agro-pastorales, de formation professionnelle et de réhabilitation d'infrastructures communautaires.</p>	<p>Quantité de denrées alimentaires distribuées par le PAM aux démobilisés</p>	<p>Les rapports de distribution mensuels du PAM</p>	<p>Le projet est approuvé et des vivres sont livrés pour la distribution suivant le chronogramme prévu.</p>
<p>Objectifs immédiat 2 :</p> <p>La pérennisation des projets est renforcée; les démobilisés s'approprient des projets initiés et financés.</p>	<p>Au moins 60% des projets financés connaissent un second cycle d'activités</p>	<p>Rapport d'évaluation à la fin du projet</p>	<p>Les intrants et biens mis à la disposition des bénéficiaires sont utilisés pour le projet</p>
<p>Résultats attendu 2:</p> <p>La sécurité alimentaire des bénéficiaires est renforcée durablement</p>	<p>Le score de consommation alimentaire est supérieur à 38</p>	<p>Rapports PDM</p>	<p>Disponibilité des intrants; engagement des bénéficiaires ; pluviométrie et respect du calendrier agricole</p>

Au niveau de la mise en œuvre / Actions clés à mener pour atteindre les résultats

Activités	Intrants	Coût approximatif	Personne (s) responsable(s) pour mobiliser les intrants
Recrutement d'un VNU chargé de coordonner l'appui au DDR et basé à Paoua (voir page 13)	US \$ 36,000	36,000 US\$ pour 6 mois	BINUCA et PAM Chargés de Programme
Recrutement d'un FAM basé à Paoua	US \$ 7,000	7,000 US\$ pour 6 mois	PAM/Chargé de Programme
Elaborer les modalités de mise en œuvre des activités, les protocoles d'accord avec les partenaires ONG de coopération en collaboration avec différents intervenants pour chaque type d'activités.	Réunion/consultation avec les intervenants et les ONGs de coopération		VNU DDR Responsable ONG
Obtenir les listes actualisées de tous les démobilisés, ventilées par nom de groupe politico-militaire.	Réunion/consultation avec les intervenants et les ONGs de coopération		BINUCA et PAM VNU DDR Responsable ONG, Coordination Nationale et CLDDR
Obtenir les listes des démobilisés intéressés par les activités agro-pastorales ou de protection des semences en partenariat avec les autres acteurs.	Réunion / consultation avec les intervenants et les ONGs de coopération		VNU DDR Responsable ONG, Coordination Nationale et CLDDR
Obtenir les listes des démobilisés intéressés par les activités de Vivres-contre-travail avec les partenaires.	Réunion / consultation avec les intervenants et les ONGs de coopération		VNU DDR Responsable ONG, Coordination Nationale et CLDDR
Obtenir les listes des démobilisés intéressés par les activités de formation (FFT/AGR) avec partenaires.	Réunion / consultation avec les intervenants et les ONGs de coopération		VNU DDR Responsable ONG, Coordination Nationale et CLDDR
Obtenir les noms et localités des lieux de regroupement proposé pour la distribution	Consultation avec les intervenants et les ONGs de	2,000 US \$	VNU DDR Sous-bureau du PAM à Paoua, Coordination

des vivres.	coopération Missions de terrain		Nationale et CLDDR
Formation des Partenaires ONG sur les modalités de mise en œuvre d'activités du projet.	Atelier de formation	10,000 US \$	Chargé de Programme VNU DDR Responsable ONG Sous-bureau du PAM à Paoua
Livraisons des vivres des activités en cours.	Intrants logistiques	Coûts logistiques	PAM/Unité de la Logistique Sous-bureau du PAM à Paoua
Distribution des vivres alimentaires aux ex-combattants, selon les rations approuvées.	Vivres	Coûts des denrées alimentaires	ONG de coopération Sous-bureau du PAM à Paoua
Suivi et évaluation de la distribution au cours et à la fin du projet.	Missions de suivi sur le terrain Deux PDM (Suivi post distribution) Evaluation des activités par les parties prenantes	Deux missions par mois évaluées à 1,100 US \$/mois 10,000 US\$ pour les deux PDM	VNU DDR Unité M&E du PAM Responsable ONG Sous-bureau du PAM à Paoua

9. BUDGET DU PROJET

CATEGORIE**	Article	Prix de l'Unité	Nombre d'Unités	COÛT TOTAL
1. Provisions, Produits, équipements, transport (Il s'agit des frais d'achats des vivres et de transport)	Vivres ¹⁴ 971.2 mt	NA	NA	1,261,931
2. Personnel (staff, consultant et voyages)	-	-	-	157,336
3. Formation des partenaires	-	-	-	50,000
4. Contrats (avec les partenaires de distribution) (y compris compagnies, services professionnels, etc.)	-	-	-	54,000
5. Autres coûts directs				63,519
Sous-total				1,586,786
Frais de gestion ***				111,075
TOTAL CONTRIBUTIONS DU PAM				1,697,861
1. Personnel (staff, consultant et voyages)	-	-	-	510,436
2. Equipements et maintenance	-	-	-	219,954
Sous-total				730,390
Frais de gestion ***				51,127
TOTAL CONTRIBUTIONS PBF BINUCA				781,517
1. Contrats (sous-traitance microprojets et projets communautaires)	-	-	-	1,450,120
2. Atelier de formation	-	-	-	40,000
3. Divers				20,000
Sous-total				1,510,120
Frais de gestion ***				105,708
TOTAL CONTRIBUTIONS PBF PNUD				1,615,828
TOTAUX CUMULES				3,984,131

Les catégories du budget sont essentiellement les achats et transport des vivres auxquelles s'ajoutent les coûts directs et indirects d'opération.

¹⁴ Ration de céréales, légumineuses, huile, sel

10. DOCUMENTS CLES POUR L'EXECUTION DU PROGRAMME

- Le présent mémorandum d'entente PAM/Coordination Nationale/BINUCA
- Le document de projet Peace Building Fund (PBF)
- Le manuel des opérations pour la mise en œuvre du programme de réinsertion en RCA
- Le plan de suivi et évaluation élaboré par les parties
- Le manuel de gestion des stocks du PAM
- Les documents/présentations pour la formation des partenaires de coopération
- Les protocoles d'accords tripartites (FLA) avec les partenaires de coopération
- Les rapports des partenaires de coopération notamment les rapports mensuels de distribution et le rapport d'activités final
- Le rapport final du programme DDR